



Inspection du travail La grande panne



(Ph. Fotolia)

- A peine 450 inspecteurs pour tout le Maroc
- Partagés entre contrôle, médiation et une multitude de secteurs
- Zéro recrutement entre 2011 et 2015!

Pages IV & V

Tout sur les projets de l'Essec au Maroc

C'EST en septembre prochain que l'Essec ouvrira son campus marocain «Afrique-Atlantique». En parallèle, un deuxième sera lancé à l'île Maurice afin de couvrir toute l'Afrique australe. La prestigieuse business school se positionne en force sur le continent. Au Maroc, où elle a investi plus de 100 millions de DH, elle proposera son programme bachelor de référence, Global BBA, un executive MBA ainsi que plusieurs masters destinés aux professionnels. Un centre dédié à l'entrepreneuriat en Afrique sera également monté. □

Page II

■ Bientôt un réseau national pour le transfert de technologie

Page III

■ L'Université euroméditerranéenne de Fès s'allie à la Sorbonne

Page III

■ Un premier incubateur privé dans les IT pour Marrakech

Page VI

Les grandes ambitions de l'Essec en Afrique

■ Deux campus à Rabat et à l'Île Maurice ouvrent dès septembre

■ Un centre de formation des profs africains à l'entrepreneuriat en projet

100% d'insertion professionnelle après une moyenne de 4 mois à la recherche d'un emploi. Peu d'écoles peuvent se targuer d'un tel score. L'Essec, l'une des meilleures business schools en Europe, mise sur son image de marque mondiale pour réussir son implantation africaine. Dès septembre prochain, elle ouvrira ses deux campus africains, à Rabat (pour un investissement de plus de 100 millions de DH) et à l'Île Maurice, afin de «rayonner» sur tout le continent. Programmes, partenariats, ambition,... le directeur Afrique-Atlantique, Thierry Sibieude, se livre à L'Economiste.

- **L'Economiste: Contrairement à d'autres établissements, l'Essec a choisi de s'implanter en propre au Maroc. Pour quelle raison?**

- **Thierry Sibieude:** Parce que notre ambition est de faire de l'Essec la business school de référence en Afrique sur les prochaines années. Nous avons identifié un besoin énorme en formation. En 2040, le nombre de personnes en âge de travailler sur le continent sera de 1,1 milliard, contre 600 millions aujourd'hui. Répondre aux besoins en compétences exige que nous allions au-delà des partenariats, doubles diplômes et échanges, avec une vraie implantation et une implication forte du corps professoral. Les diplômes que nous délivrerons au Maroc seront identiques à ceux remis en France ou à Singapour.

Nous avons choisi le Maroc car le pays ambitionne de se positionner en hub et d'attirer les meilleurs cadres africains.

- **Vous ciblez des étudiants de toute l'Afrique. Comment vous organiserez-vous pour le concours?**

- Pour le programme Global BBA (bac+4), le recrutement dépendra de la nature du baccalauréat. Les étudiants avec un bac français devront passer le concours commun, sésame, qui a lieu en avril, dans les centres d'examen. Ils seront ensuite classés en fonction de la note obtenue. S'ils atteignent la barre d'admissibilité, ils seront intégrés. Chaque année, 3.980 candidats passent ce concours, et 370 sont admis. Pour le baccalauréat marocain et tous ceux qui sont reconnus par le minis-



Thierry Sibieude, directeur de l'Essec Afrique-Atlantique: «Répondre aux besoins en compétences du continent exige que nous allions au-delà des partenariats, doubles diplômes et échanges, avec une vraie implantation et une implication forte du corps professoral» (Ph. Jarfi)

tère de l'Education nationale français, c'est le dispositif d'admission international qui s'imposera. Après avoir étudié leurs dossiers, les étudiants passeront des entretiens au Maroc. Si les effectifs sont nombreux dans d'autres pays, nous pourrions nous déplacer. A la fin des entretiens, un seul jury, à Cergy-Pontoise, se prononcera sur les admissions.

- **Hormis l'Ecole centrale de Casablanca et l'UIR, prévoyez-vous d'autres partenariats?**

- Oui, il y a des projets en cours. Nous avons l'ambition d'offrir une large gamme de programmes dans notre domaine d'excellence qui est le management dès septembre 2016.

L'Essec est aussi tournée vers l'entrepreneuriat. Nous veillerons à développer

cet aspect au Maroc et en Afrique aussi, à travers la création d'un centre de formation des professeurs à l'entrepreneuriat qui s'appuiera particulièrement sur les MOOC. L'idée est de constituer une communauté de profs africains via internet, qui viendra se former à Rabat une fois par an. Parallèlement, nous travaillerons sur la création d'incubateurs.

- **Quelle est la part des lauréats qui créent leur entreprise?**

- Comme toutes les business schools, le taux est assez faible, autour de 5%. Cela dit, il y a 10 ans, les jeunes qui entraient à l'Essec se prédestinaient au conseil en stratégie, à la finance, au marketing ou à l'audit dans de grands groupes. Aujourd'hui, les choses ont radicalement changé. Près de 20% des étudiants qui intègrent l'école

envisagent comme hypothèse crédible de leur futur la création d'une entreprise. Notre système éducatif ne prépare pas suffisamment les jeunes à se lancer dans l'entrepreneuriat. Nous avons donc décidé d'organiser en 2015 un boot camp dédié aux étudiants de 1ère année, un mois après leur arrivée, afin de les plonger dans les réalités de la création d'entreprise. Ils doivent travailler 33 heures d'affilée, du vendredi matin à 8h30 au samedi à 18h00, essayer d'identifier un besoin dans un secteur donné et faire des propositions. Cela s'appelle «33 heures pour secouer le CAC 40». Les étudiants sont mélangés avec des Centraliens, car la pluridisciplinarité est très importante pour nous. L'initiative sera également adaptée au Maroc.

- **L'école se positionnera-t-elle aussi sur la recherche au Maroc?**

- Dans un premier temps, l'école se concentrera sur l'encadrement pédagogique. Il sera question de créer des liens forts entre les intervenants marocains et français.

Nous avons un autre projet sur le continent, celui de s'implanter à l'Île Maurice en vue de rayonner sur l'Afrique australe. Le démarrage est aussi prévu en 2016, avec la même philosophie de base. Nous y avons déjà démarré une formation continue il y a deux ou trois ans.

- **Vous prévoyez néanmoins une chaire sur l'entrepreneuriat social...**

- Ce sera une chaire d'abord d'enseignement, semblable à celle créée en France il y a 15 ans avec Centrale. Il y a de fortes attentes dans le domaine au Maroc. Ce qui manque, ce sont les financeurs. En France, nous avons un système inspiré du modèle américain pour le financement des chaires, avec une incitation fiscale pour les entreprises qui s'y engagent. Ce n'est pas le cas au Maroc.

- **Quel est votre programme pour l'apprentissage des langues?**

- Le propre du programme Global BBA que nous proposons est de permettre aux étudiants d'apprendre 3 langues: une première langue vivante, qui est l'anglais, une deuxième, qui est l'espagnol et une troisième, qui peut être l'arabe, le chinois, le russe, l'italien, ... L'objectif, c'est qu'au terme des 4 ans d'études, ils aient la capacité de développer des relations business avec différentes langues. Des professeurs de langues professionnels seront mobilisés pour ce programme. □

Propos recueillis par Ahlam NAZIH

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Middle managers

EN termes de formation initiale, l'Essec Afrique-Atlantique offrira son programme de bachelor (Global BBA). «Il vise à former des middle managers, et c'est là où sont les besoins en Afrique», précise Thierry Sibieude. L'école souhaite former des cadres africains pour relever les défis du continent (urbanisation, industrialisation, services,...). Les deux premières années se dérouleront sur le campus marocain et la troisième à Paris. Les étudiants pourront, pour leur quatrième année, choisir leur destination parmi la centaine d'établissements partenaires de l'école dans le monde. «Nous leur demanderons, ceci dit, de venir conclure leurs études à Rabat. Nous les inciterons aussi à effectuer leur stage en Afrique, afin de les pousser à rester sur le continent», précise Sibieude.

Le programme grande école (master), lui, ne sera pas délocalisé, mais les étudiants inscrits en France pourront venir passer 6 mois à Rabat, afin de mieux comprendre des réalités marocaines et africaines.

Au niveau de la formation continue, un executive MBA ainsi que des masters spécialisés seront proposés aux cadres. Parmi eux, un master dédié à la gestion des villes et des territoires, un master sur l'excellence opérationnelle et la conduite du changement et un troisième sur la gestion des RH. D'autres suivront, dont un programme sur le management de l'hôtellerie. □

Sciences politiques

Fès veut s'offrir un institut de recherches

■ L'Université euro-méditerranéenne s'allie à Paris 1 Sorbonne

■ Un groupement d'universités de la Méditerranée occidentale en marche

IL ne se passe pas une semaine sans que l'Université euro-méditerranéenne de Fès (UEMF) ne soit au-devant de la scène. Ainsi, l'UEMF s'est alliée récemment à l'Université Paris 1 Sorbonne. Mostapha Bousmina et Jean-Marc Bonnisseau, respectivement président de l'UEMF et le vice-président de l'Université Paris 1 Sorbonne chargé des relations internationales, ont signé un accord de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, la recherche scientifique et la culture pour la création d'un Institut euro-méditerranéen des sciences politiques.

En vertu de l'accord, l'Institut, relevant de l'UEMF, s'érigera en tant qu'établissement supérieur d'excellence pour la formation et la recherche dans les domaines des sciences politiques, de la gouvernance, du droit des affaires et du droit public. Selon



Selon Mostapha Bousmina, président de l'UEMF, «l'Institut euro-méditerranéen des sciences politiques, qui ouvrira en septembre, s'érigera en tant qu'établissement supérieur d'excellence pour la formation et la recherche dans les domaines des sciences politiques, de la gouvernance, du droit des affaires et du droit public» (Ph. YSA)

Bousmina, «la formation au sein de cet institut sera assurée par une équipe pédagogique de l'Université euro-méditerranéenne de Fès et du département de science politique de l'Université Paris 1 Sorbonne ainsi que par d'autres institutions euro-méditerranéennes partenaires». «Les cours débiteront en septembre prochain après des épreuves de sélection des meilleurs

étudiants, qui recevront, au terme de cette formation au Maroc et en France, un double diplôme de l'Université euro-méditerranéenne de Fès et de la Sorbonne», ajoute le président de l'UEMF. Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation des cadres, Lahcen Daoudi, en est d'ailleurs «très fier». Dans une déclaration à la presse, ce dernier a noté que «la signature de cet accord s'inscrit dans le cadre de l'intérêt particulier accordé par le ministère à l'élargissement de l'offre pédagogique, qui comprenait dans un premier temps les domaines de la technologie, de la médecine, et qui englobera aujourd'hui, à travers cet accord, les sciences sociales».

De son côté, Bonnisseau a souligné que l'Institut euro-méditerranéen des sciences politiques sera un outil pour la formation et l'échange entre les chercheurs de l'Université de Paris 1 Sorbonne et l'Université euro-méditerranéenne de Fès, créée dernièrement et qui évolue très rapidement. Ce n'est pas d'ailleurs fortuit que la cérémonie de signature s'est déroulée en pré-

sence notamment de l'ambassadeur de France au Maroc, Jean-François Girault, ainsi que le chancelier de l'Université euro-méditerranéenne de Fès, Mohamed Kabbaj. Ce dernier prouve une grande admiration pour la dynamique initiée par Bousmina, pour redorer le blason de la capitale culturelle du Royaume.

A ce titre, le président de l'UEMF s'est associé récemment avec Sergi Bonet Marull, recteur de l'Université de Girona, Llorenç Huguet, recteur de l'Université des îles Baléares et Paolo Comanducci, recteur de l'Université de Gênes, pour la création du Groupement d'universités de la Méditerranée occidentale. «La finalité essentielle de ce groupement est l'échange d'expériences et la coordination d'actions en rapport avec l'enseignement, la recherche, le transfert de connaissance dans les domaines précités», indique-t-on. Leur accord vise également les domaines de l'eau, du tourisme, des migrations et du patrimoine euro-méditerranéen. □

Y.S.A.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Valoriser l'innovation

Des centres de transfert de technologie en cours

■ 4 réunions préparatoires en 2016 avec un Centre de technologie de l'Asie de l'Ouest

■ Le Maroc, l'Égypte, le Liban, Oman et la Tunisie, pour un accompagnement

C'EST bien de produire des brevets, mais c'est encore mieux d'arriver à les valoriser par un transfert technologique ou par la commercialisation d'un produit fini. Un message fort véhiculé lors d'une rencontre du CNRST avec le Centre de technologie de l'ESCWA (United Nations Economic and Social Commission for Western Asia). «Il s'agit de la première réunion sur quatre prévues au Maroc en 2016 dont l'objectif est d'aboutir à la mise en place d'un réseau national pour le transfert de technologie entre les universités et les centres de recherches avec le secteur industriel», indique Fouad Mrad, directeur exécutif d'ESCWA. Ce

dernier rappelle que le Maroc a été choisi avec quatre autres pays: Égypte, Liban, Oman et Tunisie, pour les accompagner dans la mise en place de centres de transfert de technologie. Près d'une cinquantaine d'experts enseignants-chercheurs, industriels et décideurs qui œuvrent dans le domaine de la valorisation de la recherche et de l'innovation ont pris part à cette rencontre. L'occasion de dresser l'état des lieux du transfert de technologie basé sur les stratégies gouvernementales. Et aussi de rappeler les résultats de l'étude menée par l'Ompic en 2014 sur la mise en place d'une structure organisationnelle de valorisation et de commercialisation des résultats de la recherche et développement et des inventions», fait observer Driss Aboutajdine, directeur du CNRST. Les représentants



Pour Fouad Mrad, directeur exécutif d'ESCWA, le choix du Maroc pour le développement d'un réseau national pour le transfert de technologie s'explique par les potentialités matérielles et humaines dont il dispose (Ph. NEA)

de l'ESCWA ont eux présentés leur vision du système de recherche et d'innovation marocain. Parmi les points forts du système marocain, les infrastructures et les compétences en ressources humaines. L'étude relève aussi que certains secteurs comme l'agroalimentaire, les mines et

l'énergie sont mieux couverts que le textile et le tourisme. Les observateurs soulignent, par ailleurs, que la majorité des chercheurs se trouve dans les universités avec une timide implication du secteur privé. Un point essentiel pour continuer dans la voie de la recherche, celui d'un statut pour les chercheurs, encore inexistant. Pourtant cela leur permettrait de bénéficier des retombées matérielles de leurs innovations. «L'économie et le tissu industriel marocain ne sont pas préparés pour absorber l'innovation locale particulièrement celle portant sur des sujets pointus», déplore Amrani. Ce dernier recommande donc de commencer par la mise à niveau de l'entreprise marocaine. Un avis partagé par Fatima Zaouia lors de la présentation de l'expérience de l'université de Rabat. Celles de l'université de Fès et de Mascir figuraient également au programme de la rencontre de Rabat. □

Nouredine EL AISSI

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Inspection du travail

450 inspecteurs pour tout le Maroc!

■ Les départs à la retraite ne sont pas remplacés

■ Pas de poids réel pour cette «police judiciaire du social»

■ Aucune formation initiale n'est dédiée à cette spécialité

LE sujet fait débat en France, depuis le rapport de la Cour des comptes française début février dernier. Un périmètre d'activité trop large et généraliste, une organisation «figée», un manque de suivi de l'activité des agents, non-respect de la hiérarchie, des sections trop autonomes, voire «solitaires»,... tout un ensemble de dysfonctionnements ont été relevés par l'institution française au niveau de l'inspection du travail, dont la création remonte à 1892. La réforme de l'activité est au point mort depuis plus de 10 ans, principalement en raison de l'opposition des syndicats. Mais si les syndicalistes français se soucient d'abord de leur indépendance et de la force de leur mouvement, au Maroc, les préoccupations sont



tout autres. Pour commencer, ils ne sont que 450 inspecteurs pour l'industrie, le commerce et les services (près de 2.500 en France) au Maroc. Trop peu nombreux pour couvrir les quelque 257.000 entreprises inscrites aux impôts, et les 66.000 qui se créent chaque année. Leur nombre se réduit comme une peau de chagrin. Tous les ans, 15 agents partent à la retraite, sans être remplacés. «Certaines directions provinciales ne comptent comme effectif

que le directeur! Comment peuvent-elles remplir leurs missions dans ces conditions?», dénonce Abdessamad Assim, SG du syndicat national des inspecteurs et des fonctionnaires du ministère de l'Emploi (UMT). «Une tentative de réorganisation a été lancée, à travers un plan national fixant des objectifs par région et par province, mais nous n'en avons pas encore vu les résultats», ajoute-t-il.

En 2014, le ministère de l'Emploi a introduit une nouvelle organisation, avec la création de 9 directions régionales qui ont remplacé les délégations, notamment

cation de PV, beaucoup ont préféré renoncer à leur «pouvoir de constatation».

Les inspecteurs du travail sont, par ailleurs, depuis plusieurs années mobilisés pour la médiation des conflits, alors qu'ils ont du mal à s'acquitter de leur mission de base, le contrôle. «Nous ne bénéficions d'aucune indemnité pour cette tâche supplémentaire, ni d'une indemnité de représentation ou sur les risques encourus», regrette Assim.

La situation serait moins grave si le ministère des Finances accordait plus de postes budgétaires à celui de l'Emploi. Ce

BRÈVES

■ L'Iscae organise son Carrefour du Manager

Le campus de l'Iscae-Casablanca abritera les 9 et 10 mars la 31^e édition du Carrefour du Manager. Cette édition 2016 sera placée sous le thème «Manager in Africa for Africa». Il s'agira d'une plateforme de rencontre et d'échange entre diplômés et entreprises. L'occasion pour de grandes entreprises de recruter de jeunes lauréats. Au programme sont prévus des ateliers-métiers, des conférences thématiques ainsi que des émissions télévisées. Un événement dont l'objectif consiste à maximiser les occasions de networking.

■ 19^e édition pour le forum de recrutement de l'EHTP!

L'Ecole Hassania des travaux publics accueillera les 23 et 24 mars la 19^e édition du forum de recrutement EHTP-Entreprises. Placé sous le thème «L'ingénierie verte: bâtir notre économie sur de solides bases», l'événement vise à offrir aux jeunes la possibilité d'échanger avec des acteurs du monde du travail et à leur faciliter l'obtention de stages et d'emplois. L'établissement accueillera durant deux jours les directeurs de grandes entreprises marocaines en présence de Aziz Rabbah, ministre de l'Équipement, du Transport et de la Logistique. Au programme, une conférence sur l'avenir du développement durable au Maroc ainsi que des stands d'entreprises.

■ Le British Council soutient l'employabilité des jeunes

Le British Council vient de lancer une initiative de développement des compétences. Intitulée «Advantage Trainer Programme», cette initiative vise avant tout à accroître l'employabilité et l'insertion professionnelle des jeunes des régions Souss-Massa et Marrakech-Safi. Pour l'année 2015-2016, le programme consistera à améliorer les compétences de près de 20 formateurs des centres de jeunesse, des centres de formation professionnelle pour les femmes et des ONG partenaires, que ce soit au niveau des programmes ou encore des méthodes requises. Les formateurs en question formeront à leur tour un groupe de 700 jeunes hommes et femmes marginalisés âgés entre 18 et 29 ans. Des ateliers qui aideront les jeunes à améliorer considérablement leurs compétences personnelles et sociales. □

Qu'advient-il des PV?

LES inspecteurs n'ont aucune idée de l'issue des PV qu'ils dressent. Donnent-ils lieu à des poursuites ou pas? Il n'existe pas vraiment de coordination entre le ministère de la Justice et celui de l'Emploi sur ce sujet. Or, l'information est importante pour le traitement des cas de récidive. C'est aussi le cas en France, où la suite judiciaire des procès-verbaux reste mal connue, selon le dernier rapport de la Cour des comptes française. □

celles qui n'avaient aucun fondement juridique. Une «bizarrerie» qui datait d'une vingtaine d'années. Cela a ouvert la possibilité aux inspecteurs d'accéder à des promotions, pour devenir chefs de service ou de division. Mais dès qu'ils sont promus, ils laissent derrière eux une place vide sur le terrain. Leur statut de «police judiciaire dans le domaine social» ne leur procure pas de poids réel. Contrairement aux inspecteurs du fisc, la «bête noire» des entreprises, ceux du travail ne sont pas vraiment source de frustration pour les employeurs. Certains agents craignent même de dresser des PV. «Les inspecteurs ne sont pas suffisamment protégés. Après quelques cas de poursuites judiciaires, beaucoup évitent de recourir aux PV par peur de représailles des entreprises», explique Assim. En effet, suite à des procès contre des inspecteurs accusés de falsifi-

celles qui n'avaient aucun fondement juridique. Une «bizarrerie» qui datait d'une vingtaine d'années. Cela a ouvert la possibilité aux inspecteurs d'accéder à des promotions, pour devenir chefs de service ou de division. Mais dès qu'ils sont promus, ils laissent derrière eux une place vide sur le terrain. Leur statut de «police judiciaire dans le domaine social» ne leur procure pas de poids réel. Contrairement aux inspecteurs du fisc, la «bête noire» des entreprises, ceux du travail ne sont pas vraiment source de frustration pour les employeurs. Certains agents craignent même de dresser des PV. «Les inspecteurs ne sont pas suffisamment protégés. Après quelques cas de poursuites judiciaires, beaucoup évitent de recourir aux PV par peur de représailles des entreprises», explique Assim. En effet, suite à des procès contre des inspecteurs accusés de falsifi-

celles qui n'avaient aucun fondement juridique. Une «bizarrerie» qui datait d'une vingtaine d'années. Cela a ouvert la possibilité aux inspecteurs d'accéder à des promotions, pour devenir chefs de service ou de division. Mais dès qu'ils sont promus, ils laissent derrière eux une place vide sur le terrain. Leur statut de «police judiciaire dans le domaine social» ne leur procure pas de poids réel. Contrairement aux inspecteurs du fisc, la «bête noire» des entreprises, ceux du travail ne sont pas vraiment source de frustration pour les employeurs. Certains agents craignent même de dresser des PV. «Les inspecteurs ne sont pas suffisamment protégés. Après quelques cas de poursuites judiciaires, beaucoup évitent de recourir aux PV par peur de représailles des entreprises», explique Assim. En effet, suite à des procès contre des inspecteurs accusés de falsifi-

Ahlam NAZIH

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Inspection du travail

Sauver la mise, avec les moyens du bord...

➡➡➡

• **Seulement 5 inspecteurs seront recrutés cette année**

• **Une approche par objectifs et un planning préétabli au niveau central**

- **L'Economiste:** Pensez-vous que l'on dispose aujourd'hui d'un corps d'inspection du travail qui corresponde aux défis du marché de l'emploi?

- **Abdeslam Seddiki:** Les caractéristiques de ce corps de métier sont liées au code du travail qui en a précisé le mode de fonctionnement. Laissez-moi d'abord vous rappeler que la création de l'inspection du travail au Maroc date de 1926. Depuis, son champ d'intervention s'est élargi progressivement, et ce en conformité avec les normes internationales du travail. De notre côté, nous essayons de rationaliser ses tâches et interventions pour plus d'efficacité. Nous avons, par exemple, réduit le nombre de questions posées durant les contrôles aux points fondamentaux. Des questions comme la santé et sécurité au travail, le respect des libertés syndicales, le Smig, le travail des

travail est en régression depuis quelques années, et ce pour différentes raisons. D'abord, le vieillissement de cette population. La majorité des inspecteurs qui ont été recrutés dans les années 70 ont atteint la limite d'âge. Le nombre de départs à la retraite est en moyenne de 15 agents par an. Ensuite, nous faisons face à des contraintes budgétaires. Les postes alloués dans les lois de Finances restent limités. Conscient de cette difficulté, le ministère a recruté plus de 100 agents entre 2004 et 2007. Cet effort demeure en deçà de nos attentes, vu la multitude de tâches confiées aux inspecteurs du travail et l'étendue de leur champ d'intervention. Mais malgré leur nombre limité, les inspecteurs jouent un rôle très important dans la préservation de la paix sociale dans les entreprises.

Nous disposons d'environ 450 agents dont 113 inspectrices-femmes. Pour gérer le déficit, le ministère a adopté un plan national d'inspection dans sa stratégie 2014-2016, dans lequel il a défini des priorités nationales, régionales et locales, avec une approche basée sur les objectifs/résultats. Cela permettra de couvrir tous les secteurs d'activités selon un planning prédéterminé par la direction centrale, en concertation avec les services régionaux.



Abdeslam Seddiki, ministre de l'Emploi et des Affaires sociales: «Comme nous ne pouvons pas tout faire, nous essayons, dans la mesure du possible, de cibler nos actions. En 2016, nous insisterons plus sur la santé et la sécurité au travail» (Ph. Bziouat)

tenaires sociaux et économiques. En dépit des critiques des uns et des autres envers cet instrument de résolution des conflits individuels et collectifs, il a contribué d'une manière forte à la diminution de la conflictualité au sein des entreprises. La majorité des Etats membres de l'OIT ont confié cette mission aux inspecteurs. Toutefois, et malgré la pertinence de cette action, le ministère est conscient du rôle principal de l'inspection du travail, qui est le contrôle. Des mesures ont été prises pour le renforcer, notamment dans le plan d'action national qui fixe les priorités nationales, régionales et locales, avec un minimum de visites d'inspection à respecter. □

Propos recueillis par Ahlam NAZIH

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Ce que la médiation a pu éviter!

LES inspecteurs ont beau se plaindre de la mission de médiation qui leur a été confiée il y a de cela quelques années, et qui les empêche de se concentrer pleinement sur le contrôle, la tutelle y tient. Et pour cause! Selon le ministère de l'Emploi, uniquement pour 2015, les interventions des agents de contrôle ont permis de traiter 54.593 conflits individuels et de résoudre 74.798 réclamations. Ils ont également facilité la conclusion de 467 protocoles d'accords, soit une progression de plus de 13 % sur un an. Par ailleurs, ils ont permis d'éviter le déclenchement de 1.310 grèves dans 1.107 établissements et de mettre en place 9 conventions collectives. □

enfants, pour lequel nous avons mené beaucoup de missions, ... Comme nous ne pouvons pas tout faire, nous essayons, dans la mesure du possible, de cibler nos actions. En 2014, nous avons axé nos interventions sur le secteur agricole. En 2016, nous insisterons plus sur la santé et sécurité au travail. D'ailleurs, nous sommes en train de restructurer l'Institut des conditions de vie au travail. Il sera doté d'un local et de moyens nouveaux. Nous lancerons bientôt un appel à candidature pour en nommer le responsable.

- **Il existe un énorme déficit en inspecteurs du travail depuis des années. Que prévoyez-vous pour y remédier?**

- En effet, le nombre d'inspecteurs du

Cette année, nous recruterons 5 inspecteurs qui seront affectés à des provinces qui en sont entièrement dépourvues. Certains inspecteurs travaillant au niveau central seront, en outre, incités à opérer sur le terrain. Il faut espérer qu'à l'avenir nous bénéficions de plus de postes budgétaires.

- **Les inspecteurs estiment que la médiation les empêche de se concentrer sur le contrôle. Faut-il revoir leurs missions?**

- Il faut rappeler que la conciliation revêt une importance majeure pour les partenaires sociaux. Cette mission a été confiée aux inspecteurs du travail en réponse aux besoins exprimés par nos par-

الجامعة الدولية للرباط
+0800121 +053761011 | 053761011
Université Internationale de Rabat
O S O N S L E M A R O C

TOUT
POUR
DEVENIR
ACTEUR DE DEMAIN

L'UIR RECRUTE DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

Vous souhaitez faire carrière à l'Université Internationale de Rabat ? Découvrez alors nos offres d'emplois et faites nous part de votre candidature.

Dans le cadre de son développement, la Rabat Business School de l'Université Internationale de Rabat recrute des enseignants-chercheurs dans les domaines suivants :

- Finance
- Marketing
- Supply Chain Management/ Logistique
- Stratégie et Sciences de Gestion.

Pour pouvoir postuler à l'un de ces postes, les candidats (es) doivent être titulaires d'un doctorat ou équivalent (ou doctorant en fin de thèse). La maîtrise de l'Anglais et du Français est nécessaire vu que les cours sont dispensés dans ces deux langues.

Les candidats doivent avoir un programme de recherche avec une expérience ou initiation à la publication dans des revues classées dans leur domaines d'expertise.

Les CVs et lettres de motivation sont à soumettre à la Direction du Capital Humain de l'UIR par e-mail à : recrutement@uir.ac.ma

Pour plus d'informations sur les profils recherchés, merci de consulter les fiches de poste sur le site web de l'UIR : www.uir.ac.ma

www.uir.ac.ma

Osez le Maroc, Osez l'Université Internationale de Rabat

Marrakech: Naissance du 1er incubateur privé

■ Emerging Business Factory

■ Un espace dédié aux IT et médias

■ Pour une première offre de 120 postes de travail

SI l'économie digitale au Maroc a commencé son ascension à Casablanca, le phénomène poursuit sa route à Marrakech avec le premier incubateur privé de la ville ocre et de toute la région Sud. Emerging Business Factory a pris ses quartiers dans une ancienne usine de textile de la zone industrielle de Sidi Ghanem, réaménagée par l'architecte Hicham Bnoussina. Après le Technopark de Casablanca, puis de Rabat et Tanger, des incubateurs d'universités comme celui de Cadi Ayyad, et récemment Numa à Casablanca, ce nouvel espace dédié à l'innovation dans les IT et les médias s'impose déjà comme un élément clé de l'écosystème digital du Royaume. A la tête du projet, Pascal Chevalier du groupe français Reworld Media et Taoufik



Le premier incubateur privé de Marrakech, Emerging Business Factory, est installé dans une ancienne usine de textile dans le quartier industriel de Sidi Ghanem. Les startups bénéficient de différents services, d'un espace de coworking de 120 postes, d'un show-room et d'un restaurant (Ph. Emerging Business Factory)

fik Aboudia, DG de Web Pick, et CEO aujourd'hui d'Emerging Business Factory. Ce dernier, natif de Marrakech, a choisi la ville pour ne plus "subir l'immigration des jeunes talents du Sud vers Casablanca ou Rabat". Une alternative

donc. Emerging Business Factory offre une capacité actuelle de 120 postes de travail, avec en projet l'acquisition d'une usine mitoyenne pour le développement futur de la capacité.

Pour 1.200 DH HT par poste, tous les services sont inclus, comme la for-

ner la même expérience que le concept store L'Escabeau à Paris et à Saint-Tropez. L'atout majeur de ces plateformes éphémères est de profiter d'un support médiatique efficace. "Nous voulions nous diversifier pour, comme dans la permaculture, profiter les uns des autres dans un cycle vertueux où personne ne chôme".

L'objectif est donc d'accompagner les startups dans un domaine où la croissance est assurée. Comme le digital. C'est ainsi que sur la terrasse de l'usine de 600 m², un projet de ferme est lancé. Une ferme connectée où sont installés des systèmes de IoT (Internet of Things) pour que les plantes deviennent des cyber-plantes, communiquant leurs besoins en eau et engrais. "Il s'agit là d'établir un modèle économique à dupliquer chez nos autres clients". Un métier pas simplement digital, mais combiné à l'agriculture urbaine.

La première CEO's Convention du Digital Business Club (un réseau français de seniors dans le digital dont fait partie Pascal Chevalier) a été organisée au sein de l'Emerging Business Factory. Un bon moyen pour promouvoir son ouverture. L'occasion pour 4 star-

Epanouissement personnel NAFS bouscule la presse

■ Un nouveau magazine bimestriel dédié à ce secteur

UNE couverture percutante. Un segment de l'épanouissement personnel, jusque-là délaissé. Et une signature pleine de sens: «Deviens ce que tu es». Le nouveau bimestriel marocain NAFS détonne en effet en ouvrant de nouveaux horizons, alliant intellect, esprit et émotion. Après son lancement réussi en décembre 2015, NAFS, entièrement dédié à l'épanouissement personnel et professionnel, s'apprête à sortir son second numéro tourné vers 4 grandes thématiques: la psychologie, le développement personnel, le bien-être et la spiritualité.

L'objectif étant de répondre à des personnes en quête de sens et d'alignement. En effet, sa ligne éditoriale souhaite amener les lecteurs à se remettre en question et se réconcilier avec ce qui est essentiel pour eux, tout en réalisant l'alignement corps-cœur-esprit, afin d'atteindre leur plein potentiel, à tous les niveaux. Une volonté partagée par de plus en plus de secteurs un peu partout dans le monde. Parlant même de tendance. Pour son

directeur de la publication et de la rédaction, Younes Lahiaoui, le constat est simple. «Nous méritons toute notre attention». Diplômé en management, communication internationale et direction commerciale, après un passage réussi dans le système public marocain, il engrange son expérience en France et en Angleterre, avant un retour au Maroc. C'est ici, dans son pays, qu'il poursuit sa route en tant que conseiller en stratégie de communication auprès de grandes marques marocaines et internationales pour Publicis où il restera 10 ans. Mais le petit monde de la pub est bien connu pour être tout sauf un long fleuve tranquille. Ce parcours aussi usant que motivant lui impose de rester à l'écoute de son esprit et de son corps. Son nouveau créneau. NAFS est à son image. A l'avant-garde, combinant le meilleur du papier et l'application gratuite NAFS Scan Me. Véritable boîte à sensations, on y trouve une succession d'articles, entretiens, tests, conseils pratiques, jeux, contes, citations et extraits littéraires, et pauses respiratoires et méditatives. □

S. J.



A l'origine de cet ambitieux projet, Pascal Chevalier du groupe français Reworld Media et Taoufik Aboudia, DG de Web Pick et CEO d'Emerging Business Factory (Ph. Emerging Business Factory)

mation et l'accompagnement de base en comptabilité et juridique. Dans cet espace de coworking progressiste avec espaces de conférences et de formations, Maroc Telecom y a apporté l'accès en fibre optique. Un atout de taille. Un peu plus d'une trentaine de postes sont d'ores et déjà signés, et en prévision pour la fin de l'année, un total de 90 postes. Dans un mois, un show-room sera également ouvert, exclusivement réservé pour une année par Hicham Bnoussina, avant d'y inviter des jeunes marques à me-

tups de se lancer dans l'aventure et pour une dizaine d'autres d'échanger avec les CEO invités pour l'occasion. Il s'agit de 5 sociétés françaises cotées en Bourse et d'une dizaine de CEO spécialistes dans différentes matières, comme le N°1 de la monétisation digitale vidéo en France. Une plus grande présence marocaine est attendue pour le second rendez-vous prévu en novembre 2016. □

Stéphanie JACOB

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

L'université de Fès mise sur les énergies renouvelables

■ Bientôt un chauffe-eau solaire «made in Morocco»

■ Près de 6 millions de DH pour financer le projet

«**N**OUS n'avons pas que des émeutiers et des problèmes, comme relatés par la presse... nous avons aussi des étudiants studieux qui décrochent les premiers prix au niveau national, notamment le prix de la Bourse de Casablanca». Les propos sont de Omar Assobhei, président de l'Université Sidi Mohammed Benabdallah de Fès (USMBA). C'était, il y a 2 semaines, à l'occasion de la signature de la convention de financement du projet «Sol'R-Shemsy» pour développer un chauffe-eau solaire «made in Morocco».

Paraphée en présence du wali de la région, Saïd Zniber, cette convention vise à développer, innover et industrialiser un chauffe-eau solaire à tubes. Elle a été signée par le président de l'USMBA, le directeur de l'Ecole supérieure de technologie (EST), Ali Benbassou, le président de la société Energypoles, Jean Pierre Billaudeau, le directeur

Innovation

LES établissements de l'USMBA de Fès développent d'autres projets dans le cadre des énergies renouvelables. Il s'agit notamment du projet Maison-Malec (Morocco Apartment Low Energy Construction) qui s'inscrit naturellement dans la stratégie énergétique marocaine favorisant l'économie d'énergie et le recours aux énergies renouvelables. Ce projet a pour objectif de construire, dans les conditions du marché, une maison innovante avec toutes les normes du bâtiment de basse consommation énergétique. Un autre projet consiste à fabriquer un module de gestion d'un système de production d'électricité à partir de sources renouvelables utilisant un générateur photovoltaïque et un générateur éolien. Il devra également pouvoir être raccordé sur le réseau public.□

général de l'Institut de recherche en énergie solaire et énergies nouvelles, Badr Ikken, et le directeur général de la Société d'investissements énergétiques (SIE), Ahmed Baroudi. En effet, le projet, d'un montant global de près de 6 millions de DH, cofinancé à 60% par l'Institut de recherche en énergie solaire et énergies nouvelles (IRESEN) dans le cadre de l'appel à projets InnoTherm, est porté par le consortium composé de l'USMBA, la Société d'investissement en énergie (SIE) et la société Energypole. «L'objectif

principal est de produire et commercialiser un chauffe-eau solaire «Made in Morocco» répondant aux normes européennes et au meilleur rapport qualité/prix du marché, et à un prix compétitif pour le social», affirme le directeur de l'EST. Selon lui, son établissement dispose des moyens humains et équipements, des ateliers et laboratoires nécessaires à la réalisation du prototype du chauffe-eau «Sol'R-Shemsy». Pour aller vite, l'EST a réservé des espaces nécessaires

aux machines et au complément d'équipement qui seront acquis dans le cadre de ce projet. Elle n'est pas à son premier projet.

En fait, un deuxième projet est en cours de réalisation sur les applications solaires. Il se focalise sur l'étude des procédés de rafraîchissement solaire au Maroc (PRSM) et plus particulièrement les systèmes à faible puissance frigorifique, ainsi que l'installation de la machine à absorption. Ce projet

est financé par le Programme Inno-projets de l'Institut de recherche en énergie solaire et énergies nouvelles (IRESEN) pour un budget de près de 3,5 millions de DH. Pour mener à bien ses missions de R&D, l'EST s'est dotée de deux laboratoires dédiés à la formation et la recherche.□

Y.S.A.

Pour réagir à cet article :
courrier@leconomiste.com



Financial Information

Business developer

Le Groupe :

Filiale régionale d'un grand groupe international leader dans son domaine d'activité, **SIX Financial Information Mena** recherche dans le cadre de son développement un **Business developer**, et assurant également le support fonctionnel.

SIX Financial Information est spécialisé dans l'acquisition, le traitement et la diffusion d'informations financières internationales destinées au conseil en placement, à la gestion de fortune, à la gestion de fonds, à l'analyse financière et à l'administration des titres. Avec des bureaux dans 25 pays, SIX Financial Information sait combiner les avantages d'une présence mondiale et d'un savoir-faire local.

www.six-financial-information.com pour de plus amples détails.

Le Poste :

Rattaché au Directeur du Développement MENA, vous participez activement à l'amélioration du chiffre d'affaires global et serez responsable des ventes sur un/plusieurs pays de la région. Vous vous chargez également du support fonctionnel.

Votre mission consiste essentiellement à :

- Commercialiser une large gamme de produits et services de la société auprès des prospects nationaux et internationaux.
- Accompagner vos prospects dans l'étude de leurs besoins par une approche commerciale globale.
- Vous assurer de la bonne exécution des contrats et de la satisfaction des clients.

Le profil du candidat recherché :

Titulaire d'un bac+5 grande école de commerce ou équivalent en finance de marché, vous possédez impérativement une expérience professionnelle significative dans la vente.

Passionné par les challenges commerciaux, vous possédez aussi de bonnes connaissances informatiques.

Vos très bonnes connaissances, notamment dans les marchés financiers, vos expériences et votre autonomie sont autant d'atouts indispensables qui vous permettront d'aborder professionnellement et sereinement tous nos projets.

Ce poste nécessite les compétences et les qualités suivantes :

- Aptitudes commerciales et techniques prononcées, qualités relationnelles fortes ;
- Capacité à convaincre, forte orientation client et sens du service ;
- Excellente maîtrise de l'anglais ;
- Rigueur, autonomie et organisation dans l'exécution du travail ;
- Capacité de travailler en équipe et dans un environnement multiculturel ;
- Mobilité à l'international (déplacements fréquents à l'étranger).

Merci d'envoyer votre CV + LM + Photo à l'adresse suivante : recrutement@six-group.ma

